Chapitre 3 : LES IMPOTS LOCAUX

La mobilisation des ressources locales permet aux collectivités locales de satisfaire la demande sociale locale. Elle illustre également l'adhésion des populations rurales au processus de développement communautaire; d'où l'importance de la décentralisation. Cette dernière, pour être fiable, doit en effet s'appuyer sur une autonomie financière qui à son tour devrait partir de ressources propres collectées par la collectivité décentralisée. Par ailleurs, le premier baromètre de l'autonomie financière d'une collectivité locale est l'existence de ressources propres. Ces ressources, qui constitue le pilier central de la décentralisation est appelées impôts locaux.

Les impôts locaux sont recouverts par voie de rôles. Il existe des rôles primitifs suivis de rôles complémentaires et/ ou supplémentaires. Nombreux sont les taxes prélevées par les collectivités locales pour se couvrir des charges de fonctionnement et d'investissement. Il s'y ajoute la couverture des dépenses effectuées. L'affectation des recettes fiscales aux dépenses locales consacre la notion de contre partie des cotisations d'impôt. Ainsi, l'élément clé qui différencie l'impôt de la taxe est la contrepartie directe qui sépare ces deux notions

La portée des rôles complémentaires ou supplémentaires dans le cadre de l'émission du rôle général des AC réside dans la réparation des insuffisances et omissions constatées.

Après ce tour d'horizon des dispositions communes applicables aux anciennes contributions et taxes assimilées, notre étude des impôts locaux s'articulera autour des points suivants :

- ✓ la contribution des licences.
- ✓ l'impôt du minimum fiscal, perçu au profit des collectivités locales et dû par toute personne résidant au Sénégal âgée d'au moins quatorze ans.
- ✓ la taxe représentative de l'impôt du minimum fiscal : la TRIMF;
- ✓ la contribution des patentes et la taxe complémentaire y afférente;
- ✓ la contribution foncière sur les propriétés bâties ;
- ✓ la contribution foncière sur les propriétés non bâties;
- ✓ la surtaxe foncière sur les propriétés insuffisamment bâties;
- ✓ CGU

La contribution des licences est perçue au profit des collectivités locales. La licence est indépendante de la patente. Le paiement du droit de licence ne dispense pas de celui de la patente et inversement. La licence est due en entier pour chaque établissement. Cet impôt ne concerne que les personnes physiques ou morales qui se livrent à la vente en gros ou au détail de boisson alcoolisées ou fermentées soit à consommer sur place soit à emporter.

Tarif des licences :

Classes	Communes de Dakar	Autres communes de la région de Dakar	Chef de régions autres que Dakar	Autres localités
1 ^e Classe (Bar, Télévision, supermarché)	175 000	130 000	90 000	30 000
2 ^e classe (Cabaret, wagon, bar)	100 000	80 000	50 000	18 000
3 classe (cantine)	70 000	45 000	35 000	12 000
4e classe	50 000	35 000	25 000	9 000
5classe	35 000	25 000	18 000	6 000

La TRIMF est un impôt perçu au profit des collectivités locales. La TRIMF est une retenue à la source de la même manière que les traitements de salaire. Elle est établit par tête en ce sens c'est un impôt de capitation supporté par le salarié. Ce montant est fixé d'après le barème suivant établi par catégories selon les rémunérations.

Numero	Revenu Brut annuel	TRIMF
1	0- 599 999	900
2	600 000- 999 999	3 600
3	1 000 000- 1 999 999	4 800
4	2 000 000- 6 999 999	12 000
5	7 000 000- 11 999 999	18 000
6	12 000 000 et plus	36 000

La CGU est un impôt synthétique perçu au profit des collectivités locales. Elle constitue une synthèse des différents impôts ci après qui sont au nombre six :

- ✓ Impôt sur le revenu assis sur les BIC
- ✓ Impôt du minimum fiscal
- ✓ La contribution des patentes
- ✓ La licence des débits de boisson
- ✓ La TVA
- ✓ La CFCE

C - Calcul

Le montant de la CGU est déterminé suivant un barème de progressivité par tranche.

❖ Pour les commerçants et producteurs

Tranche de chiffres d'affaires		Taux par tranche (%)
0	10 000 000	1
10 000 001	37 000 000	2
37 000 001	50 000 000	2.8

Tranches de chiffre d'affaires		Taux par tranche (%)
0	10 000 000	2
10 000 001	37 000 000	3
37 000 001	50 000 000	3.8

Tarif de chiffre d'affaire		Taux par tranche (%)
0	500 000	4
500 00	3 000 000	5
3 000 00	10 000 000	6
10 000 00	37 000 000	7
37 000 00	50 000 000	8

Les taxes :

Les communes sont habilitées à créer, par délibération du conseil municipal un certain nombre de taxes directes et indirectes dont les modalités d'assiette et de perception ainsi que les taux maximaux sont déterminés par la loi. Comme taxes directes, on peut citer, entre autres :

- ✓ la taxe d'enlèvement des ordures ménagères
- ✓ la taxe de balayage
- ✓ la taxe de déversement à l'égout,

Parmi les taxes indirectes, il y a

- ✓ la taxe sur l'électricité consommée,
- ✓ la taxe sur l'eau,

- ✓ la taxe sur les établissements de nuit

La fiscalité permettra d'assurer une autonomie des collectivités locales autrement dit les ressources financières locales permettent notamment:

- ✓ le fonctionnement de la collectivité locale
- ✓ la réalisation d'infrastructures communautaires
- ✓ La constitution de l'apport de la collectivité locale exigé par les bailleurs pour les gros investissements (forage, adduction d'eau, gare routière, marché et souks etc.)
- ✓ Permettre aux citoyens de participer à la gestion des affaires locales après avoir libéré leurs obligations (contrôle de la gestion, participation aux sessions, droit d'adresser des avis au conseil rural etc.) Bref, il est indéniable, qu'aucune collectivité ne saurait faire face à ses obligations sans exiger la moindre contribution de ses citoyens.
- ✓ **Licence** toute personne physique ou morale se livrant à certaines activités par exemple, la vente de boissons alcoolisées ou fermentées.
- ✓ **Taxe rurale** c'est la ressource principale des communautés rurales, mais pose d'innombrables problèmes de recouvrement. Le taux de laa taxe rurale est entre 500 et 1000. Il est fixé par délibération du conseil rural.
- ✓ **Taxe sur les véhicules hippomobiles:** elle porte sur les charrettes et calèches. Par exemple, elle est fixée à 50F par louma.
- ✓ **Taxe sur les distributeurs de carburant:** elle est perçue en fonction du nombre de pompes dont dispose la station.
- ✓ **Taxe sur la publicité:** sur les panneaux publicitaires, les enseignes, les banderoles, les véhicules ambulants de publicité qui exercent sur le territoire de la communauté rurale ex. jumbo, cigarettes, boisson etc. Le taux annuel par mètre carré est fixé à 20 000 qui porte sur les enseignes lumineuses. Et les redevances annuelles varient entre 50 000 et 500 000.
- ✓ **Taxes perçues sur les abattoirs**
- ✓ **Taxe d'enlèvement des ordures ménagères**

La TOM est émise par voie de rôle nominatif. Sa base est assise sur la valeur locative annuelle au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Elle est de 50% pour les usines et 40% pour les immeubles autres que les usines. La TOM maximum applicable est fixé à 6% avec 6% pour la commune de Dakar et 5% pour les autres communes du Sénégal.

- ✓ **Produits de l'état civil**
- ✓ **Taxe sur l'électricité** (fixée à 2,5% du montant de chaque facture)
- ✓ **Location des propriétés de la communauté rurale** (salle de réunion, chaises, terrain de sport etc.).
- ✓ **Produits des droits de place** (le conseil rural fixe librement le montant et la périodicité du recouvrement.
- ✓ **Produits des ventes d'animaux**
- ✓ **Produits des droits de stationnement sur la voie publique** (des véhicules qui déchargent ou chargent des marchandises ou passagers sur le territoire de la communauté rurale.
- ✓ **Location des propriétés de la communauté rurale** (salle de réunion, chaises, terrain de sport etc.).
- ✓ **Produits des droits de place** (le conseil rural fixe librement le montant et la périodicité du recouvrement.
- ✓ **Produits des ventes d'animaux**
- ✓ **Produits des droits de stationnement sur la voie publique** (des véhicules qui déchargent ou chargent des marchandises ou passagers sur le territoire de la communauté rurale.

- ✓ **Produits de stationnement des taxis** (dans les communautés rurales où il existe des taxis permanents.)
- ✓ **Frais de bornage**
- ✓ **Produits d'occupation du domaine public** : les souks, buvette, télécentre, restaurant, kiosques etc.

Droits de fourrière : ils sont perçus sur les animaux mis en fourrière ou sur la vente de ces animaux non réclamés dans les délais requis

- ✓ **Droits de spectacle** : les recettes perçues par la collectivité suite à une autorisation délivrer par sous- préfet.

- ✓ **Produits divers** :

60% des amendes correctionnelles (amendes prononcées par les tribunaux) ou de simple police (verbalisation faite par la gendarmerie, le service d'hygiène, les Eaux et forêts etc.)

La marge de manœuvre des collectivités locales en matière fiscale est très réduite. En effet, les modalités d'assiette, de perception et les taux sont déterminés par la loi ou par décret. Par contre, le code permet aux collectivités locales de gérer des équipements marchands sur lesquels elles peuvent instituer des taxes.

La Contribution de la Patente est due par toute personne physique ou morale quelque soit sa nationalité qui exerce au Sénégal un commerce, une industrie ou une profession non comprise dans les exemptions prévues par le CGI. Elle est perçue au profit des communes et communautés rurales. L'imposition à la patente est subordonnée à 4 conditions :

- ✓ exercer une activité patentable
- ✓ être une personne imposable
- ✓ exercer l'activité au Sénégal
- ✓ ne pas être exempté par le CGI

Les conditions d'exercice d'une activité patentable sont remplies lorsque d'une part cette activité est commerciale, industrielle, artisanale ou non commerciale et que d'autre part elle satisfait aux 3 critères suivants :

- ✓ l'activité doit être habituelle et effective
- ✓ le contribuable doit effectuer les opérations pour son propre compte
- ✓ la recherche d'un but lucratif
- ✓ L'exercice d'une activité commerciale, industrielle, artisanale ou non commerciale n'appelle aucune remarque particulière sauf à signaler que les professions non commerciales sont constituées par les charges et offices, les professions libérales et les prestations de services.
- ✓ L'exercice de la profession doit être habituelle car les opérations isolées ou accidentelles ne sont pas retenues pour l'imposition à la patente.
- ✓ L'exercice de la profession doit être effectif car pour que la patente soit exigible il faut que l'activité professionnelle soit réellement exercée.

- ✓ Le contribuable doit effectuer les opérations pour son propre compte ce qui signifie que les gérants salariés par exemple sont exemptés de patente.
- ✓ Recherche d'un but lucratif car pour qu'une activité soit imposable il faut qu'il y ait à la base la recherche d'un profit.

Toutes les personnes physiques ou morales peuvent être imposées à la patente dès lors qu'elles exercent une profession non exonérée. Pour les personnes physiques, l'imposition est établie sans tenir compte des critères d'âge, de sexe, de nationalité, de capacité juridique. Les personnes morales exerçant une activité patentable sont imposées quelque soit leur nationalité.

a) **La territorialité :**

Une personne exerçant une activité patentable n'est assujettie à la contribution de patente que lorsqu'elle exerce sa profession au Sénégal. Il en est ainsi lorsque le contribuable domicilié hors du pays dispose d'un établissement au Sénégal.

b) **Les exonérations :**

L'article 341 exonère de la contribution de patente :

- 1) L'Etat, les collectivités locales et les établissements publics. Sont toutefois passibles de la patente, les établissements publics ayant un caractère industriel ou commercial ainsi que les organismes d'Etat ou des collectivités locales ayant le même caractère.
- 2) Les peintres, sculpteurs, graveurs et dessinateurs considérés comme artistes et ne vendant que le produit de leur art ;
- 3) Les cultivateurs, seulement pour la vente et la manipulation des récoltes et fruits provenant des terrains qui leur appartiennent ou par eux exploités, et pour le bétail qu'ils y élèvent, qu'ils entretiennent ou qu'ils engraisent ;
- 4) Les associés des sociétés imposables elles-mêmes à la patente ;
- 5) Les établissements publics ou privés ayant pour but de recueillir les enfants et de leur donner une profession à titre gratuit ;
- 6) Les caisses d'épargne ou de prévoyance administrées gratuitement ;
- 7) Les coopératives qui ne vendent et achètent qu'à leurs adhérents dans la limite de leurs statuts ;
- 8) Les établissements scolaires privés.

La contribution de patente est due en raison des faits existants au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Elle est établie pour 12 mois. La règle de l'annualité en matière de patente comporte plusieurs dérogations qui peuvent être classées en 2 catégories :

a) Dérogations favorables à l'Etat :

- ✓ Les commerçants et industriels qui commencent leurs activités en cours d'année sont imposés à la patente à compter de la date de début de leurs activités.
- ✓ Les patentés qui sollicitent en cours d'année leur classement dans une catégorie plus imposée payent un complément de droits.
- ✓ Un patenté qui déménage en cours d'année dans un local dont le loyer est supérieur à celui qu'il payait au 1^{er} janvier de l'année considérée est imposé au droit proportionnel de patente sur la différence des loyers.

b) Dérogations favorables aux contribuables :

Le CGI prévoit une réduction « prorata temporis » des droits de patente dans les cas suivants :

- ✓ cessation de la profession en cours d'année
- ✓ cession de fonds de commerce ou d'industrie comportant la jouissance des locaux, la vente du matériel ou celle des marchandises ;
- ✓ le décès du patenté
- ✓ faillite déclarée
- ✓ expropriation ou expulsion du patenté
- ✓ mise en gérance libre d'un fonds de commerce en cours d'année
- ✓ expiration du bail de location d'un gérant en cours d'année lorsqu'il n'a entrepris aucune profession passible de patente jusqu'au 31 décembre de l'année considérée.

Dans tous les cas, la réduction des droits n'est accordée que sur la demande des intéressés adressée au Directeur des Impôts dans le mois qui suit l'événement.

LE CALCUL DE LA PATENTE :

Depuis la loi n° 2004-12 du 06 février 2004, il n'y a plus de distinction entre patente de droit commun et patente forfaitaire car dernière est maintenant comprise dans la liste des impôts pris en compte par la Contribution Globale Unique (CGU). Donc il n'existe plus qu'un seul régime de patente.

La patente est due pour les activités exercées par les assujettis par ailleurs soumis à un régime d'imposition d'après les bénéfices réels réalisés ainsi que les entrepreneurs de transport public de personnes et de marchandises qui en étaient auparavant soumis à des patentes forfaitaires.

Elle est personnelle et ne peut servir qu'à ceux à qui elle est délivrée.

Les droits sont réglés conformément aux tableaux A et B du CGI et sont établis d'après :

- ✓ un tarif général pour les professions énumérées au tableau A ;
- ✓ un tarif particulier pour les professions énumérées au tableau B ;

Les personnes exerçant des professions non comprises dans les exemptions et non dénommés dans les tableaux prévus par le CGI n'en sont pas moins assujetties à la patente. Les droits auxquels elles doivent être soumises sont réglés d'après l'analogie des opérations et des objets de commerce.

La patente comporte un droit proportionnel et un droit fixe :

Le droit fixe est fonction de la classe s'agissant du tableau A ou de la partie lorsqu'il s'agit du tableau B.

Le droit fixe est dû par établissement et calculé en fonction de l'activité exercée et selon le cas de divers facteurs tels que le nombre de salariés, l'importance de la transaction et de la production, etc...

Un établissement est un organisme complet vivant de sa propre vie et constituant un centre d'affaires où s'effectuent les actes essentiels de la profession d'une manière régulière sinon continue.

Signes distinctifs d'un centre d'affaires :

Un centre d'affaires est caractérisé par :

- ✓ l'existence de locaux distinctifs
- ✓ l'emploi d'un personnel ou d'un préposé ayant des pouvoirs
- ✓ l'existence d'une clientèle propre
- ✓ la tenue d'une comptabilité régulière

Pluralité d'établissements :

Le patentable ayant plusieurs établissements distincts où il exerce des activités différentes ou de même nature paye autant de droits fixes qu'il y a d'établissements.

Pluralité de professions :

Lorsque plusieurs professions sont exercées dans un même établissement, le contribuable ne doit payer qu'un seul droit fixe mais le plus élevé de ceux qu'il aurait à payer s'il était assujetti à autant de droits fixes qu'il exerce de professions.

LE DROIT PROPORTIONNEL :

D'une manière générale le droit proportionnel est établi sur la valeur locative des magasins, bureaux, boutiques, usines, ateliers, hangars, chantiers, seccos, terrains de dépôt et autres locaux ou emplacements servant à l'exercice des professions imposables y compris les installations de toute nature passibles de la CFPB à l'exception des appartements servant de logement ou d'habitation.

Le droit proportionnel est dû lors même que les locaux occupés sont concédés à titre gratuit. La valeur locative est déterminée suivant la méthode cadastrale. A défaut, l'évaluation est faite soit par comparaison avec des locaux dont le loyer aura été régulièrement connu ou sera notoirement connu, soit par voie d'appréciation directe.

Le droit proportionnel pour les usines et établissements industriels est calculé sur la valeur locative de ces établissements pris dans leur ensemble, munis de tous les moyens matériels de production, par voie d'appréciation directe dans les conditions définies par arrêté du ministre chargé des finances.

Sont assimilés à des établissements industriels, les entreprises de travaux publics et de bâtiment, les sociétés de forage, d'installation de réseaux électriques et d'aménagement des terres de cultures, ainsi que les entreprises typographiques, mécanographiques et informatiques, les imprimeries et les hôtels de plus de trois étoiles.

Le taux du droit proportionnel est de **19 %** pour le tableau A mais variable pour le tableau

Première classe		
Professions, activités, exploitations, entreprises dont le chiffre d'affaires ou les recettes sont supérieurs ou égal à 500 millions	Droit fixe	Droit proportionnel
	800 000 francs	19 %
Deuxième classe		
Professions, activités, exploitations, entreprises, dont le chiffre d'affaires ou les recettes sont	Droit fixe	Droit proportionnel

inférieurs à 500 millions et supérieurs ou égal à 250 millions	300 000 francs	19 %
Troisième classe		
Professions, activités, exploitations, entreprises, magasins dont le chiffre d'affaires ou les recettes sont inférieurs à 250 millions et supérieurs ou égal à 150 millions	Droit fixe	Droit proportionnel
	175.000 FCFA	19 %
Quatrième classe		
Professions, activités, exploitations, entreprises, magasins dont le chiffre d'affaires ou les recettes compris entre 150 millions à 50 millions	Droit fixe	Droit proportionnel
	125.000 francs	19 %
Professions, activités, exploitations, entreprises, magasins dont le chiffre d'affaires ou les recettes sont inférieurs à 50 millions	Droit Fixe 75 000	Droit Proportionnel 19%
Taux du Droit proportionnel		
CA ≤ 50 milliards		CA > 50 milliards
23 %		25 %
Droit Fixe		
PROFESSIONS		Droit Fixe
Brasserie (exploitant de ....)		10 000 000
Banques et établissements financiers : Agences ou autres établissements		1 500 000
Point d'argent		300 000
Cimenterie		10 000 000
Compagnies de distribution de Produits pétroliers :		5 000 000
Centre emplisseur		
Minoteries (exploitant de.....)		500 000

Production ou vente d'énergie électrique :	5 000 000
Centrales	100 000
Agences commerciales ou autres établissements	
Hôtels de 4 étoiles ou plus	100 000
Exploitant de chaîne de télévision (à péage ou non)	500 000
Savonnerie	5 000 000
Transport de dépêche ou colis postaux (entrepreneur de.....)	3 000 000
Etablissement secondaire	100 000
Raffinerie :	10 000 000
Huilerie	500000
Usines	

PROFESSIONS	TAUX APPLICABLE SUR LE CA REALISE
Abattoir public (Adjudicataire, concessionnaires,	3%
Entrepreneur de Fourniture ou de distribution d'eau	0,2%
Halles, Marchés et emplacement sur les places publics ((Adjudicataire, concessionnaires)	3%

Loueur de Machines aux services public	3%
Loueurs d'engins de matériel industriel ou d'entreprises de travaux public ou particuliers versée par le locataire lorsque le loueur n'a pas d'établissement au Sénégal	12%
Sociétés de Télécommunication	0,3%
Exploitant d'installation portuaires	1,5%

TABLEAU B

1^{ère} partie : regroupe les professions dont le taux du droit proportionnel est fixé en fonction du niveau du chiffre d'affaires. 23 % pour un CA inférieur ou égal à 50 milliards et 25 % au delà. Le droit fixe est variable et va de 3 000 000 pour les transports de dépêches ou colis postaux, 5 000 000 pour les centrales, compagnies de distributions de produits pétroliers et 10 000 000 pour les brasseries, banques, huileries, savonneries, phosphatiers, etc...

2^{ème} partie : concerne les professions dont le taux du droit proportionnel est applicable directement sur le chiffre d'affaires et varie de 0,2 % pour les distributeurs d'eau, 0,3 % pour les sociétés de télécommunications, 1,5% pour les exploitants d'installations portuaires, 3 % pour les abattoirs publics, loueurs de machines aux services publics, etc...

3^{ème} partie : regroupe les professions imposées d'après le montant annuel des transactions c'est à dire les commerçants avec un taux de droit proportionnel de 19 % pour un droit fixe variable en fonction du chiffre d'affaires et allant de 300 000 pour un CA compris entre 50 et 100 millions et 10 000 000 pour un CA supérieur à 10 milliards.

4^{ème} partie : regroupe les transporteurs de personnes et de marchandises avec un tarif de 15 000 F pour 4 places (600 francs pour chaque place en sus) et 14 500 F/Tonne pour les marchandises (et 1900 francs pour chaque tonne de charge utile en sus).

OBLIGATIONS DES PATENTES :

Les patentés sont tenus de produire avant le 31 janvier de chaque année une déclaration indiquant :

- ✓ le chiffre d'affaires du dernier exercice
- ✓ l'effectif du personnel salarié au 1^{er} janvier de l'année d'imposition ;
- ✓ la liste et le prix d'acquisition de l'outillage fixe ;
- ✓ la liste et le prix d'acquisition de l'outillage mobile ;
- ✓ le prix d'acquisition des terrains à usage industriel et commercial de chaque établissement ;
- ✓ le prix de revient des constructions et le montant annuel des loyers des locaux professionnels ou commerciaux de chaque établissement.

SANCTIONS :

A défaut de déclaration en temps opportun, **le droit dû sera doublé** pour les contribuables ci-après :

- ✓ ceux qui entreprennent en cours d'année une profession comportant un droit fixe plus élevé que celui afférant à la profession qu'ils exerçaient précédemment
- ✓ les contribuables qui prennent des locaux d'une valeur locative supérieure à celle des locaux pour lesquels ils ont été primitivement imposés ou dont la profession sans changer de nature devient passible de droits plus élevés.
- ✓ La pénalité sera égale à 25 % pour les contribuables qui exerçaient au 1^{er} janvier de l'année d'imposition une profession, un commerce ou une industrie sujets à patente et qui antérieurement à la même époque avaient apporté dans leur profession, commerce ou industrie des changements donnant lieu à des augmentations de droits.
- ✓ Les personnes physiques ou morales bénéficiant d'une exemption temporaire qui n'auront pas fourni de déclaration annuelle dans les délais sont passibles d'une amende de 50 000 F.